Singapour : deux prédicateurs musulmans interdits d'entrée pour des propos intolérants envers les non-musulmans

01/11/2017 à 14h34

Deux prédicateurs musulmans, Ismail Menk (à gauche) and Haslin Baharim, ont été interdits d'entrée à Singapour en raison de leurs propos intolérants envers les non-musulmans. La décision prise avec le Conseil islamique de Singapour (Islamic Religious Council of Singapore – MUIS) a été motivée par les intentions des prédicateurs qui auraient prévu de faire une diatribe contre la fête de Noël sur un bateau de croisière au départ de Singapour. Un séjour à destination de l'Indonésie qui était prévu pour se tenir du 25 et le 29 novembre.

En 2015, 33,1 % des habitants de Singapour étaient bouddhistes, 18,8 % chrétiens, 14 % musulmans, 11 % taoïstes, 5 % hindouistes,

Ismail Menk et Haslin Baharim, respectivement citoyens du Zimbabwe et de Malaisie, sont les prédicateurs visés par cette interdiction d'entrée sur le territoire. Leurs propos ont été jugés inquiétants pour la société multiculturelle qu'est Singapour ; tandis qu'Ismail Menk prêche aux musulmans de ne pas souhaiter joyeux Noël ou joyeux Divali (ou Deepavali, fête hindoue) aux non-musulmans, considérant cela comme un «*grave péché*», **Haslin Baharim estime que les personnes n'étant pas de confession musulmane devraient être soumise aux musulmans dans des pays à majorité musulmane.**

«*De telles opinions alimentent l'intolérance et les pratiques exclusivistes qui nuiront à l'harmonie sociale et provoqueront la dérive des communautés* », a fait savoir le gouvernement

dans un communiqué.

Singapour adopte, selon Newsweek, une ligne de conduite très stricte sur la tolérance et l'accueil des prédicateurs religieux sur son territoire. Deux prédicateurs chrétiens ont eu la même sanction le mois dernier en raison de propos islamophobes qu'ils auraient tenus avant leur arrivée dans le pays.

Les autorités singapouriennes, dirigées par une femme musulmane depuis septembre, ont aussi interdit, lundi 30 octobre, quatre livres islamiques en provenance d'Indonésie car contenant des «*enseignements indésirables et nuisibles* ». « *La menace de l'extrémisme est réelle et ne doit pas être prise à la légère* », a déclaré le ministre de l'Information Yaacob Ibrahim. «*Le gouvernement condamne fermement l'utilisation de telles publications pour épouser des idéologies destructrices*», a-t-il insisté